

Noeîn & Cie.

EXPERTISE

BULLETIN D'INFORMATION AFRIQUE

Veille stratégique hebdomadaire

Diplomatie · Économie · Gouvernance · Cybersécurité

ÉDITION N° 03

Vendredi 22 mai 2026

La présente note est adressée à son destinataire à titre strictement personnel et dans le cadre du cercle restreint constitué par Noeîn & Cie pour la diffusion de son Bulletin d'Information Afrique. Elle réunit des analyses géopolitiques, économiques, institutionnelles et cyber portant sur l'actualité africaine de la semaine écoulée. Toute reproduction, retransmission, citation publique ou exploitation commerciale, partielle ou intégrale, est interdite sans l'autorisation écrite préalable du Président Fondateur. Les opinions et analyses qui y figurent engagent leurs auteurs et ne sauraient être attribuées aux institutions auxquelles ils sont par ailleurs liés.

Deve Mabougou

Fondateur & Président, Noeîn & Cie

Réf. NOEIN-BIA-2026-001 · Émis 20260522-0713

BULLETIN D'INFORMATION AFRIQUE

Diplomatie · Économie · Gouvernance · Cybersécurité

VOL. I · N° 03 · VENDREDI 22 MAI 2026 · CONFIDENTIEL

Noeïn & Cie.

E X P E R T I S E

S R U B R I Q U E

Éditorial du Président

La semaine des seuils : quand l'Afrique passe de la doctrine à la jurisprudence

Du Ghana au Congo, du Burkina au Gabon, cinq capitales franchissent en sept jours le seuil qui sépare l'intention déclarée de l'acte vérifiable.

Cinq seuils ont été franchis cette semaine, et c'est leur simultanéité qui dessine un signal stratégique. Le 12 mai, l'Assemblée législative du Burkina Faso ratifie en plénière, à 59 voix, les quatre protocoles additionnels au traité confédéral des États du Sahel. Le 15 mai, le Ghana sort officiellement de son dix-septième programme avec le Fonds monétaire international et bascule, sans intermédiaire, vers un instrument de coordination non financier. Le 18 mai, Gérald Darmanin est reçu plus de deux heures à Alger par le président Tebboune et signe la reprise formelle de la coopération judiciaire bilatérale interrompue depuis deux ans.

Le 20 mai, le Congo-Brazzaville lève huit cent cinquante millions de dollars sur la City, sursouscription un virgule neuf fois, prime de risque comprimée de plus de quatre cents points de base en six mois. Le 21 mai, Libreville accueille la 17e Retraite de la Commission de l'Union africaine, sept mois après la sortie de transition. Cinq capitales, cinq actes vérifiables, une même grammaire : la signature. Cette grammaire n'est ni cosmétique ni accidentelle. Elle marque le passage de l'Afrique observée à l'Afrique stratège, par le canal le plus exigeant qui soit : la traçabilité des engagements.

Sortir d'un programme du Fonds, ce n'est pas en signer un autre. Ratifier un protocole, ce n'est pas l'annoncer. Lever une dette à neuf et demi, ce n'est pas la promettre. Recevoir le ministre français de la Justice après deux ans de silence, ce n'est pas négocier un communiqué. Accueillir une retraite continentale six mois après la fin d'une transition, ce n'est pas occuper une tribune. La signature, contrairement au discours, expose l'État à l'évaluation. Elle inscrit la promesse dans le temps long de la vérification.



Deve Maboungou

Deve Maboungou

Fondateur & Président, Noeïn & Cie.

Le déplacement est doctrinal. Pendant deux décennies, l'agenda africain s'est décliné dans le registre du destinataire : aide reçue, programme accepté, doctrine importée, narratif subi. La semaine du 12 au 22 mai 2026 confirme ce que les éditions précédentes pressentaient : ce sont désormais les capitales africaines qui qualifient les conditions du partenariat. Le Ghana a négocié sa sortie de programme. Le Burkina a calé son calendrier sur le sien. Le Congo s'est positionné comme débiteur crédible cinq jours avant l'arrivée de trois mille décideurs financiers à Brazzaville. Alger a fixé son tempo dans le dégel. Libreville a accueilli, non quémanté.

Trois implications doivent retenir l'attention. L'intelligence économique souveraine cesse d'être un slogan : elle devient le critère opérationnel de qualification des partenariats. La déclaration d'Abidjan, adoptée le 19 mai par les autorités africaines de protection des données personnelles, sanctuarise la donnée citoyenne comme actif non négociable. La souveraineté informationnelle est conflit ouvert : la cartographie complète de l'opération Africa Politology, branche d'influence du SVR russe opérant pour sept million de dollars annuels dans trente-quatre pays africains, oblige à entrer dans la guerre cognitive permanente. La semaine ne fournit pas de victoire. Elle fournit de la preuve. Bonne lecture.

Diplomatie & Géopolitique

[DÉGEL FRANCO-ALGÉRIEN]

Coopération judiciaire France-Algérie : Darmanin reçu deux heures à Alger

Le 18 mai 2026, Gérald Darmanin a été reçu plus de deux heures à Alger par le président de la République algérienne démocratique et populaire M. Abdelmadjid Tebboune, accompagné d'une délégation inédite de magistrats. La visite acte la reprise formelle de la coopération judiciaire bilatérale interrompue depuis près de deux ans, et porte sur la criminalité organisée, le narcotrafic, la lutte antiterroriste et le cas du journaliste Christophe Gleizes, détenu en Algérie. Cette séquence s'inscrit dans un dégel initié par Laurent Nuñez en février et confirmé par Alice Rufo. Le rebond diplomatique français au Maghreb se vérifie ; ses limites sahéliennes restent visibles avec la suspension des médias français au Niger.

Sources : [Le Monde, 16 mai 2026](#) | [Euronews, 19 mai 2026](#)

[DIPLOMATIE PARLEMENTAIRE]

32e Assemblée régionale APF : la Francophonie parlementaire à Dakar

La 32e Assemblée régionale Afrique de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie s'est tenue à Dakar du 18 au 20 mai, réunissant plus de deux cents parlementaires d'une trentaine de pays. Le 18 mai, le président de la République du Sénégal M. Bassirou Diomaye Faye a reçu la délégation au Palais. Thème retenu : la Francophonie parlementaire face aux défis du développement durable et de la démocratie en Afrique. La séquence donne au Sénégal une centralité renouvelée dans la diplomatie parlementaire continentale, en cohérence avec son positionnement de plateforme institutionnelle ouest-africaine.


Sources : [Pressafrik, 18 mai 2026](#) | [RTS Sénégal, 18 mai 2026](#)

[SAHEL]

Africa Corps russe : retrait d'Azawad confirmé, crise interne à Bamako

Le retrait de l'AFIS des positions de Kidal, Tessalit et Ber, confirmé fin avril, est désormais effectif. La Russie perd ses positions territoriales au Mali précisément au moment où le Front de Libération de l'Azawad et le JNIM intensifient leurs offensives. La Force unifiée AES, quinze mille hommes selon les communiqués officiels, six mille selon les analyses indépendantes, n'a pas renversé le rapport de force sur le terrain. Le Mali, autoproclamé ministre de la Défense après l'assassinat de Sadio Camara, traverse une crise de légitimité interne doublée d'une vague d'arrestations d'opposants politiques.

Sources : [Wikipedia 2026 Mali offensives](#) | [ISS Africa, 2026](#)

 **Compte à rebours** : le 4e Sommet Inde-Afrique se tiendra à New Delhi le 31 mai 2026, onze ans après la précédente édition. Réunion des hauts fonctionnaires le 28 mai, ministres des Affaires étrangères le 29 mai. Thème IA SPIRIT, India Africa Strategic Partnership for Innovation, Resilience, and Inclusive Transformation. New Delhi se repositionne face à Pékin, Moscou et Abou Dhabi, en revendiquant quatre-vingts milliards de dollars d'investissements cumulés sur le continent.

Économie & Intelligence Économique

[SOUVERAINETÉ FINANCIÈRE]

Congo-Brazzaville : 850 millions de dollars levés sur Londres, sursouscription 1,9x

Le 20 mai 2026, le ministère des Finances de la République du Congo a annoncé la clôture d'une obligation internationale de huit cent cinquante millions de dollars, coupon neuf et demi pour cent, échéance 2036, cotée sur le London Stock Exchange. Citigroup teneur de livre unique. Carnet d'ordres à un milliard six cents millions de dollars, sursouscription un virgule neuf fois, près de quatre-vingts investisseurs. Notation CCC+ chez Fitch et S&P, mais prime de risque comprimée de plus de quatre cents points de base en six mois. Les fonds rachètent l'obligation 2032 et remboursent les lignes régionales de juin-juillet, économie nette de plus de deux cent trente millions sur cinq ans. Quatrième transaction d'une séquence ouverte en novembre 2025, à cinq jours des assemblées annuelles de la Banque africaine de développement à Brazzaville.

Sources : [Billionaires Africa, 21 mai 2026](#) | [Financial Afrik, 21 mai 2026](#)

[STABILISATION MACRO]

Ghana : sortie du dix-septième programme du FMI, bascule vers instrument non financier

Le 15 mai 2026, le gouvernement ghanéen a officiellement annoncé la conclusion de son programme Extended Credit Facility de trois milliards de dollars avec le Fonds monétaire international, son dix-septième programme depuis 1966. Le Ghana bascule désormais vers un Instrument de coordination des politiques sur trente-six mois, conservant la crédibilité du signal sans nouvelle conditionnalité de prêt. Le Fonds confirme que la stabilisation macroéconomique prend racine et que la reconstitution des réserves a dépassé les objectifs du programme. Premier cas africain d'une transition propre depuis plusieurs années, le précédent ghanéen formate la grammaire de la conditionnalité africaine vis-à-vis de Washington.

Sources : [Présidence du Ghana, 15 mai 2026](#) | [Africanews, 15 mai 2026](#)

[MINÉRAIS CRITIQUES]

Cobalt : la RDC entre en conflit ouvert avec MMG, prix multipliés par 2,6

Le 17 mai 2026, MMG Limited, filiale de China Minmetals, a publiquement contesté son allocation de trois cent soixante tonnes dans le système de quotas d'exportation de cobalt instauré par la République démocratique du Congo, alors que la capacité annuelle de Kinsevere dépasse quatre mille à six mille tonnes. La Chambre de commerce chinoise des métaux demande des clarifications. Les quotas annuels 2026-2027, plafonnés à quatre-vingt-seize mille six cents tonnes, ont déjà fait grimper le prix du cobalt de cent soixante pour cent et multiplié par quatre la valeur du cobalt hydroxide. Conflit d'orientation prévisible : la souveraineté minière africaine devient opérationnelle, et les majors chinoises découvrent que la régulation s'applique aussi à elles.

Source : [Copperbelt Katanga Mining, 17 mai 2026](#)

850 M \$ EUROBOOND CONGO-BRAZZA, SURSOUSCRIPTION 1,9X	96 600 t QUOTA COBALT RDC 2026, PRIX +160%	230 Mds \$ COMMERCE INTRA-AFRICAIN ZLECAF 2026
--	---	---

Sources indicateurs : [Billionaires Africa](#) | [Copperbelt Katanga Mining](#) | [Afreximbank ZLECAF](#)

[DONNÉES PERSONNELLES]

Déclaration d'Abidjan : la donnée citoyenne sanctuarisée comme actif non négociable

Le 19 mai 2026, la 9e Conférence du Réseau africain des autorités de protection des données personnelles a adopté à Abidjan la Déclaration 2026-2030, feuille de route stratégique continentale pour la gouvernance des données personnelles. Trois axes : gouvernance de l'IA, biométrie et finance numérique ; coopération entre autorités de contrôle ; accélération de la ratification de la Convention de Malabo. La doctrine retenue, réguler sans freiner l'innovation, dessine un équilibre entre protection souveraine et attractivité économique. Lue avec le refus zambien du 4 mai de partager ses données de santé avec Washington, la déclaration installe la donnée citoyenne comme actif souverain non négociable, dans le sillage de la doctrine d'intelligence économique souveraine portée par Noeïn & Cie.

Sources : [Finacial Afrik, 19 mai 2026](#) | [Digital Business Africa, 19 mai 2026](#)

S R U B R I Q U E

Organisations Internationales & Gouvernance

[UNION AFRICAINE]

17e Retraite UA à Libreville : retour diplomatique du Gabon dans l'architecture continentale

Les 21 et 22 mai 2026, Libreville a accueilli la 17e Retraite de haut niveau du Président de la Commission de l'Union africaine sur la promotion de la paix, de la sécurité et de la stabilité. Thème : renforcer les cessez-le-feu, le dialogue national et la réconciliation. Trois réunions statutaires à huis clos le 20 mai, dont la 4e Retraite conjointe UA-ONU. Le vice-président du gouvernement, M. Hermann Immongault, a présidé la cérémonie d'ouverture le 21 mai. Pas de décisions formelles signées, mais l'événement matérialise la réintégration institutionnelle du Gabon, élu au CPS en février 2026, dans l'architecture continentale.

Sources : [Gabon Actu, 21 mai 2026](#) | [Gabon Review, mai 2026](#)

[CONFEDERATION AES]

Burkina Faso : ratification à 59 voix des quatre protocoles AES, premier seuil juridique

Le 12 mai 2026, l'Assemblée législative du peuple du Burkina Faso a adopté en plénière, à 59 voix favorables, quatre projets de loi autorisant la ratification des protocoles additionnels au Traité de la Confédération des États du Sahel signés à Bamako le 23 décembre 2025. Les textes portent sur la coordination diplomatique, le développement, la défense et la sécurité collective, et l'organisation des sessions parlementaires confédérales. Premier seuil juridique franchi vers l'effectivité confédérale ; le Mali et le Niger doivent désormais conclure leurs procédures pour activer pleinement la Force unifiée et la Banque confédérale d'investissement.

Sources : [AIB, 12 mai 2026](#) | [Assemblée nationale Burkina Faso](#)

[ZLECAF]

Biashara Afrika 2026 à Lomé : la ZLECAf bascule à l'opérationnel

La 3e édition du forum Biashara Afrika s'est tenue à Lomé du 18 au 20 mai 2026, mille cinq cents participants. Le 20 mai, lancement de l'Africa Trade and Distribution Company, plateforme continentale destinée à connecter les PME africaines aux réseaux de distribution. Cinquante États ont ratifié la ZLECAf, vingt-six commercent déjà sous ses règles préférentielles. La Commission économique pour l'Afrique des Nations unies a prolongé l'événement les 21 et 22 mai par un atelier régional sur les stratégies de mise en œuvre. La ZLECAf cesse d'être un texte pour devenir une infrastructure, et le Togo s'installe comme plateforme logistique de l'intégration continentale.

Sources : [Finances Togo, 18 mai 2026](#) | [Tech Review Africa, 20 mai 2026](#)

17 Clôture CADHP : le 20 mai 2026, la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples a clos sa 87e session ordinaire à Banjul, après une phase publique présentielle du 11 au 20 mai. Adoption d'un communiqué final, d'une déclaration de profonde préoccupation sur les enlèvements de défenseurs des droits humains à Bamako, et co-signature d'une Déclaration conjointe avec la Mission internationale indépendante de l'ONU sur le Soudan. La session marque le 40e anniversaire de l'entrée en vigueur de la Charte africaine.

S R U B R I Q U E

Cybersécurité & Guerre de l'Information

[PANORAMA CYBER]

Convergence des menaces : zero-days actifs, opérations d'influence étatiques, exposition critique de l'Afrique

La semaine du 12 au 22 mai 2026 confirme l'industrialisation simultanée de trois vecteurs offensifs sur le continent : exploitation active sans correctif de la CVE Exchange Server 2026-42897, exposition critique des backbones africains à la CVE Cisco SD-WAN 2026-20182 (CVSS 10.0), divulgation continue des intrusions sud-africaines majeures, et cartographie complète de l'opération russe Africa Politology dans trente-quatre pays. Les administrations africaines francophones exploitant encore Exchange en hébergement local sont directement exposées. Trois modèles de réponse émergent : l'Agence ivoirienne ANSSI structure des audits obligatoires sur les Opérateurs d'importance vitale, le Maroc consolide son marché cyber à deux cent trente-huit millions de dollars projetés en 2031, le Nigeria et le Cap-Vert séquentent leurs CERT sectoriels.

! MENACE ÉLEVÉE

CVE-2026-42897 : Exchange Server exploité activement, sans correctif permanent

Le 14 mai 2026, Microsoft a divulgué la vulnérabilité CVE-2026-42897 affectant Exchange Server, ajoutée le 15 mai au catalogue des vulnérabilités exploitées de la CISA. Le CERT-FR a publié l'alerte CERTFR-2026-ALE-005 le 15 mai. Aucun correctif permanent disponible au 22 mai ; la mitigation passe par l'Exchange Emergency Mitigation Service. Les administrations africaines francophones, Sénégal, Côte d'Ivoire, Maroc, Algérie, Tunisie, qui exploitent encore Exchange en hébergement local, sont directement exposées. L'exploitation était active au moment de la divulgation.

Sources : [CERT-FR, 15 mai 2026](#) | [The Hacker News, 15 mai 2026](#)

◆ MENACE MODÉRÉE

Cisco SD-WAN : score CVSS 10.0 sur les backbones africains, fenêtre d'exploitation ouverte

La vulnérabilité CVE-2026-20182, score CVSS dix sur dix, permet à un attaquant non authentifié d'obtenir des privilèges administratifs sur les contrôleurs Cisco Catalyst SD-WAN. Les opérateurs télécoms africains régionaux qui exploitent Cisco SD-WAN pour leur backbone national présentent une exposition critique. Combinée à CVE-2026-44277 sur Fortinet FortiAuthenticator, la fenêtre d'exploitation menace les plateformes d'authentification, les flux VPN et les workflows MFA des secteurs bancaires et gouvernementaux. Une attaque coordonnée sur un backbone national peut paralyser l'État digital africain pendant plusieurs jours.

Source : [Diamatix ThreatScope, 19 mai 2026](#)

✓ À SURVEILLER

Afrique du Sud : crise systémique de la sécurité financière et publique

La séquence ouverte fin février 2026 par l'intrusion de trois semaines dans Standard Bank, un virgule deux téraoctet exfiltré sous l'alias ROOTBOY, se prolonge en mai par la divulgation continue des données. Liberty Group a confirmé sa propre intrusion le 24 mars. Stats SA a refusé de payer la rançon de cent mille dollars exigée par le groupe XP95 après l'exfiltration de cent cinquante-quatre gigaoctets de données RH. Le gouvernement provincial du Gauteng avait perdu trois virgule huit téraoctets en mars. L'Information Regulator est en position d'enforcement actif. Lacunes d'architecture, non incidents isolés : l'Afrique du Sud devient le laboratoire continental de la souveraineté numérique défaillante.

Sources : [TechCentral, 16 avril 2026](#) | [Connecting Africa, 30 mars 2026](#)

[GUERRE DE L'INFORMATION]

Africa Politology : 750 000 \$/mois, trente-quatre pays ciblés, le SVR pleinement intégré

Le rapport conjoint All Eyes on Wagner et Forbidden Stories, publié le 14 février 2026 et repris par la Fondation pour la défense des démocraties, livre la cartographie financière complète de la branche d'influence du Service de renseignement extérieur russe. Budget mensuel de sept cent cinquante mille dollars, soit sept virgule deux millions de dollars sur dix mois. Quatre-vingt-dix-huit opérateurs entre Saint-Petersbourg, l'Afrique et l'Amérique latine. En août 2024, cinq cent seize articles, posts et vidéos achetés pour trois cent quarante mille dollars, de six cents dollars en Bénin à dix mille dollars en Libye. Cible prioritaire : Centrafrique, Mali, Afrique du Sud, et un total de trente-quatre pays. Le cadre post-Wagner est obsolète : l'opération est aujourd'hui un dispositif d'État russe pleinement intégré au renseignement extérieur, opéré directement depuis le Centre.

Sources : [All Eyes on Wagner, 14 février 2026](#) | [FDD, 25 février 2026](#)



Recommandation : considérer la souveraineté informationnelle comme une discipline opérationnelle.

Trois priorités : application immédiate des correctifs Exchange (CVE-2026-42897) et Cisco SD-WAN (CVE-2026-20182), structuration d'équipes CERT séquencées entre prévention, détection et réponse, ratification accélérée de la Convention de Malabo. La Déclaration d'Abidjan du 19 mai et la 87e session de la Commission africaine peuvent servir de cadre formel pour ces exigences.

S R U B R I Q U E

Analyse de la Semaine

La semaine des seuils : cinq capitales, une grammaire commune

Du 12 au 22 mai 2026, cinq capitales africaines ont franchi cinq seuils distincts. Le Burkina Faso ratifie. Le Ghana sort. Le Congo lève. L'Algérie reçoit. Le Gabon accueille. Trois lectures s'imposent.

Première lecture, la signature comme méthode. Pendant deux décennies, l'agenda africain s'est nourri d'annonces. La semaine du 12 au 22 mai privilégie la trace. Or la signature, contrairement à la déclaration, expose l'État à l'évaluation. Ratifier engage. Sortir d'un programme du Fonds monétaire international expose à la prochaine notation souveraine. Lever huit cent cinquante millions de dollars sur Londres soumet le débiteur à la pression du marché secondaire. Recevoir le ministre français de la Justice à Alger appelle des gestes ultérieurs vérifiables. Accueillir une retraite continentale enregistre la fin d'un état d'exception diplomatique. La grammaire n'est pas symbolique : elle est juridique.

Deuxième lecture, la conditionnalité africaine. Aucun de ces actes n'a été imposé de l'extérieur. Le Ghana a négocié sa sortie. Le Burkina a fixé son tempo. Le Congo a calé son émission cinq jours avant les assemblées de la Banque africaine de développement à Brazzaville, transformant une convergence financière en repositionnement de crédit. Alger a fixé l'agenda du dégel. Le Gabon a exigé son retour avant de l'annoncer. Les capitales africaines qualifient désormais les conditions du partenariat. La déclaration d'Abidjan du 19 mai, qui sanctuarise la donnée citoyenne comme actif non négociable, et le refus zambien des conditionnalités américaines sur les minerais s'inscrivent dans la même séquence doctrinale.

Troisième lecture, la traçabilité comme architecture. Biashara Afrika lance à Lomé l'Africa Trade and Distribution Company. La Confédération des États du Sahel franchit son premier seuil juridique. Le Conseil de paix et de sécurité se réunit à Libreville sur la médiation. Trois actes opérationnels qui transforment les promesses du normatif en infrastructures du réel. L'âge nouveau de la conditionnalité africaine est moins théorique que jurisprudentiel. Il se construit cas par cas, signature après signature.

Focus Pays · Gabon, retour diplomatique d'une transition sortie

◆ GABON, NOUVEAU CARREFOUR DE LA MÉDIATION AFRICAINE

Sept mois après la prestation de serment du président de la République gabonaise M. Brice Clotaire Oligui Nguema, élu avec 90,35 pour cent des voix, Libreville articule trois actes coordonnés qui actent la sortie diplomatique de la transition. Élu au Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine en février 2026, le pays accueille en mai la 17e Retraite de la Commission de l'UA, présidée par le vice-président du gouvernement M. Hermann Immongault.

- 17e Retraite de haut niveau du Conseil de paix et de sécurité de l'UA, Libreville, 21 et 22 mai 2026. Ouverte par M. Hermann Immongault, format restreint, focus médiation Sahel, Soudan, Grands Lacs, golfe de Guinée.
- 4e Retraite conjointe UA-ONU, Libreville, 20 mai 2026, tenue en huis clos. Articulation entre architecture africaine de paix et de sécurité (APSA) et système onusien des opérations de maintien de la paix.
- 43e session du Comité consultatif de l'OHADA, Libreville, 1er au 5 juin 2026. Troisième rendez-vous continental à Libreville en six semaines, consolidation de la fonction de plateforme juridique régionale.
- Implications stratégiques : la transition gabonaise sortie du registre de l'exception devient infrastructure de médiation. La capitale gabonaise se positionne entre l'arc des Grands Lacs et le bassin du Congo, en complément de l'axe Addis-Abeba et de l'axe ouest-africain.

Agenda de la Semaine Prochaine

23-25

M A I

Commémoration Journée de l'Afrique, 63e anniversaire OUA

Addis-Abeba (Éthiopie), sommet commémoratif sous l'égide de l'Union africaine, événements culturels et diplomatiques, mobilisation panafricaine.

[Source : Union africaine](#)

25

M A I

Vote ONU sur le renouvellement de l'embargo maritime libyen

New York (États-Unis), Conseil de sécurité de l'ONU, résolution attendue avant le 25 mai sur la prorogation des autorisations d'inspection en haute mer.

[Source : Conseil de sécurité ONU](#)

25-29

M A I

61es Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement

Brazzaville (République du Congo), retour des assemblées en Afrique centrale, mobilisation des chefs d'État du bassin du Congo et des partenaires.

[Source : BAD](#)

27

M A I

Fin de la campagne pour les élections générales éthiopiennes

Éthiopie, clôture de la période de campagne avant scrutin national, contexte sécuritaire et politique sensible en Tigré, Amhara et Oromia.

[Source : Commission électorale éthiopienne](#)

28-31

M A I

India Africa Business Dialogue and Exhibition

New Delhi (Inde), édition pré-sommet IAFS-IV, mobilisation des chambres de commerce africaines et conseils d'affaires bilatéraux.

Source : [CII / India Africa Business Forum](#)

31

M A I

4e Sommet Inde-Afrique IAFS-IV, thème IA SPIRIT

New Delhi (Inde), Quatrième Forum Inde-Afrique, présence annoncée d'une trentaine de chefs d'État et de gouvernement africains.

Source : [Ministère indien des Affaires extérieures](#)

S R U B R I Q U E

Ressources & Publications

- ◆ [Africa Faces Mounting Risks Just as Growth Gains Take Hold](#) · IMF Blog, 23 avril 2026
- ◆ [A New Chef in the Kitchen, the SVR takes control of the Wagner influence branch](#) · All Eyes on Wagner / Forbidden Stories, février 2026
- ◆ [Africa Pushes Data Sovereignty and Digital Independence](#) · Africa Renewal, ONU, 11 mai 2026
- ◆ [Est de la RDC, des civils pour remplacer les forces de maintien de la paix](#) · ISS Africa, 21 mai 2026

**LE SAVIEZ-VOUS ?**

Le franc CFA numérique, en cours d'instruction par la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) sous la direction de son gouverneur M. Yvon Sana Bangui, est conçu sur une parité stricte un pour un avec le franc CFA en circulation. Le projet vise à contrer l'adoption des stablecoins privés, notamment l'USDT déjà utilisé dans certains échanges de la zone UEMOA avec la Chine et le Golfe, et à prévenir une dollarisation numérique de la zone CEMAC. Les réserves extérieures de la zone s'établissent à environ 11,3 milliards de dollars fin 2024, soit 4,2 mois d'importations, en deçà du seuil recommandé de cinq mois par le Fonds monétaire international. Le cadre réglementaire est attendu courant 2026, avec l'appui technique du Fonds. Source : [Africtelegaph](#), 10 mai 2026.

Nos services · Accompagner les décideurs

Noeïn & Cie met son expertise au service des institutions, des gouvernements, des entreprises et des chercheurs qui placent la souveraineté africaine au cœur de leur action.



Veille stratégique sur mesure

Notes hebdomadaires confidentielles, alertes signaux faibles, dossiers pays et synthèses sectorielles pour cabinets, ministères et directions générales.



Conseil en intelligence économique

Diagnostic IE, structuration de cellules d'analyse souveraines, accompagnement à la décision sur dossiers stratégiques et négociations bilatérales.



Formation & conférences

Cycles exécutifs, masterclasses doctrinales et conférences sur la géopolitique africaine, l'IE souveraine et la diplomatie économique.



Relations institutionnelles

Mise en relation avec les acteurs clés du continent, organisation de rencontres bilatérales et appui protocolaire pour vos démarches africaines.



Évaluation des politiques publiques pour l'Afrique

Analyses d'impact, revues stratégiques et ateliers de renforcement de capacités destinés aux élus, hauts fonctionnaires et cadres de l'administration africaine : conception, suivi et évaluation des politiques publiques au service de la souveraineté décisionnelle.

É C H A N G E R A V E C N O T R E É Q U I P E

Mission, intervention ou abonnement premium www.noein-cie.com · deve.mabougou@noein-cie.com

Noeïn & Cie. Expertise · Cabinet de conseil stratégique · Intelligence économique · Relations internationales · 102 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris
 Directeur de la publication : Deve Mabougou · Bulletin édité chaque vendredi · SIRET 938 138 807 0001 · RCS Paris B 938 138 807 · © 2026 Noeïn & Cie. Tous droits réservés.